



POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES Normandie
135 Boulevard de L'Europe
76100 ROUEN

**MARCHÉ DE PRESTATIONS DE
DÉRATISATION DÉSINSECTISATION
ET DÉSINFECTION
N° 25-200**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Marché de services passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1 et R2124-2 du Code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 : POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
2.1 Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur.....	3
2.2 Type de pouvoir adjudicateur	4
ARTICLE 3 : MODE DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 : FORME DU MARCHÉ	4
4.1 Mode d'exécution	4
4.2 Allotissement.....	4
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6 : VARIANTES.....	4
6.1 Variantes imposées par le pouvoir adjudicateur.....	4
6.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires	5
6.3 Prestations similaires ou complémentaires.....	5
ARTICLE 7 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	5
ARTICLE 8 : CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION.....	5
8.1 Cadre général d'exécution du marché	5
8.2 Lieux d'exécution.....	5
8.2.1 Liste des sites – Descriptif des sites.....	5
8.2.2 Ajout ou suppression de sites – clause de réexamen.....	6
8.3 Déclenchement des prestations.....	6
Les prestations de traitement préventif obligatoires sont commandés chaque année par le service budgétaire du CROUS Normandie pour l'ensemble des sites, et facturé à chaque site.....	6
8.4 Délais d'intervention.....	6
8.4.1 Interventions préventives	6
8.4.2 Interventions curatives.....	6
8.5 Règles d'intervention sur site	6
8.5.1 Présentation sur site	6
8.5.2. Sécurité des biens et des personnes.....	7
8.6 Modalités techniques des prestations et produits employés.....	7
8.6.1 Produits	7
8.6.2 Retrait des emballages et animaux morts.....	8
8.7 Communication des informations aux occupants	8
ARTICLE 9. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	8
9.1 Désinsectisation blattes	8
9.1.1 Traitements préventif.....	8
Il est demandé au titulaire deux passages obligatoires par an pour le traitement préventif des blattes sur l'ensemble des résidences du Crous Normandie.....	8
9.1.2 Traitement curatif.....	8
9.2 Dératisation.....	9

Le titulaire appliquera la nouvelle réglementation (non permanent bending)	
interdisant l'appâtage permanent avec :.....	9
9.2.1 Surveillance et détection	9
9.2.2 Traitement curatif	9
9.3 Autres prestations curatives.....	10
9.3.1 Traitement pour divers insectes	10
9.3.2 Elimination des nids d'insectes volants (abeilles, guêpes, frelons, autres)...	10
9.4 Traitement des punaises de lits.....	10
9.4.1 Programmation et préparation des interventions.....	10
9.4.2 Protocoles de traitement	11
Le candidat répondra sur un traitement complet de la zone à traiter.	11
9.4.3 Autres prestations	12
9.5 Désinfection.....	12
9.6 Vérification et admission des prestations.....	12
ARTICLE 10 : GARANTIE	12
ARTICLE 11 : SUIVI DU MARCHE	13
11.1 Rapports d'intervention.....	13
11.2 Démarrage du marché.....	13
Une réunion de mise en place du marché sera faite avec chaque titulaire avant le	
démarrage des prestations.	13
11.3 Bilan annuel.....	13
ARTICLE 12 : PRIX ET REGLEMENT.....	13
12.1 Consistance et forme des prix.....	13
12.2 Révision des prix.....	14
12.3 Paiement – règlement des factures	15
ARTICLE 13 : LANGUE	15
ARTICLE 14 : ASSURANCE	15
ARTICLE 15 : PENALITES	16
15.1 Pénalités de retard	16
15.2 Exécution par défaut	16
ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE.....	16
ARTICLE 17 : LITIGES	16
ARTICLE 18 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	17

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la lutte contre les nuisibles au sein des locaux et bâtiments gérés par le CROUS Normandie.

Code nomenclature CPV :

- 90921 000- 9 : services de désinfection et de désinfestation
- 90923 000- 3 : services de dératisation

Les interventions concernent des bâtiments de type :

- Résidences universitaires
- Restaurants et cafétérias
- Locaux administratifs

Il est relatif aux prestations suivantes :

- Dératisation
- Désinsectisation
- Désinfection
- Détection canine

Ces prestations sont de deux types :

1- Prestations préventives

Elles sont destinées à prévenir ou détecter la présence de nuisibles au sein des établissements du CROUS Normandie par une action sanitaire programmée :

- Détection de la présence de nuisibles et des facteurs favorisant leur développement.
- Mise en place d'actions et de traitements empêchant ou limitant l'infestation.

2- Prestations curatives

Elles sont destinées à éradiquer les nuisibles dans les lieux infestés. Elles concernent notamment :

- . Les blattes
- . Les fourmis
- . Les puces
- . Les insectes volants
- . Les punaises de lit
- . La désinfection de locaux
- . La dératisation en cas d'infestation

ARTICLE 2 : POUVOIR ADJUDICATEUR

2.1 Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur

CROUS Normandie
135 boulevard de l'Europe
76 100 Rouen

La personne morale adjudicatrice du marché est Mme Christine Le Noan, Directrice Générale du CROUS Normandie.

2.2 Type de pouvoir adjudicateur

Etablissement public national à caractère administratif chargé de l'aide aux étudiants de l'enseignement supérieur dans les domaines de l'aide sociale, de la restauration et de l'hébergement.

ARTICLE 3 : MODE DE CONSULTATION

Marché de services passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1 et R2124-2 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 : FORME DU MARCHÉ

4.1 Mode d'exécution

Le marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire. On distingue deux types de prestations :

- Prestations préventives avec un montant forfaitaire annuel
- Prestations correctives réalisées à partir d'un bon de commande.

Le marché ne comporte ni minimum, ni maximum.

4.2 Allotissement

Le marché est alloti. Il est composé de 3 lots géographiques :

LOT 1 : Sites du CROUS Normandie situés à Rouen et son agglomération (Mont-Saint-Aignan et Saint-Etienne-du-Rouvray) et à Evreux

LOT 2 : Sites du CROUS Normandie situés au Havre.

LOT 3 : Sites du CROUS Normandie situés à Caen et son agglomération (IFS et Hérouville), à Cherbourg et à Alençon.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché est de 1 an à partir de sa date de notification. Le marché est reconductible tacitement trois fois, à date anniversaire, pour une nouvelle période ferme d'un an. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire du marché par lettre recommandée de la décision de ne pas reconduire, au moins deux mois avant la date anniversaire de démarrage du marché.

ARTICLE 6 : VARIANTES

6.1 Variantes imposées par le pouvoir adjudicateur

Sans objet

6.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Le soumissionnaire a la possibilité de proposer en variante un autre protocole de traitement complet pour les prestations de traitement des punaises de lit. La réponse en variante n'est pas obligatoire. La variante pourra être acceptée en complément de l'offre de base ou à la place du protocole 1 ou 2.

6.3 Prestations similaires ou complémentaires

Conformément aux articles R2122-4 et R2122-7 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de réaliser des prestations similaires ou complémentaires avec le titulaire du marché sans publication, ni mise en concurrence préalables. Les prix appliqués à ces prestations éventuelles devront être en cohérence avec les prix du marché.

ARTICLE 7 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité, et pour chaque lot :

- L'acte d'engagement complété (ATTRI1) et l'annexe financière n°1 (bordereau de prix pour chaque lot)
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et l'annexe 2 précisant la liste des sites
- Les formulaires DC1 et DC2 dûment complétés
- Le cadre de réponse technique (CRT) correspondant aux lots présentés et ses annexes éventuelles
- Le mémoire technique du candidat
- Les bons de commandes

Pour toutes les clauses non précisées dans ce CCP, il sera fait application du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG – FCS), non fourni et réputé connu des candidats.

ARTICLE 8 : CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

8.1 Cadre général d'exécution du marché

Les prestations devront être effectuées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et à venir. Les produits utilisés doivent être homologués en France. Le titulaire garantit la qualité professionnelle de ses procédés et l'exécution de ses prestations dans les règles de l'art.

Il disposera d'un personnel en nombre suffisant pour répondre aux exigences de délai et possédant les qualifications nécessaires à l'exécution des prestations.

8.2 Lieux d'exécution

8.2.1 Liste des sites – Descriptif des sites

L'annexe 2 intitulée « liste des sites » énumère les sites et les coordonnées des personnes à contacter pour l'exécution locale des prestations.

L'annexe 3 intitulée « Descriptif des sites » précise certaines caractéristiques des sites (surfaces, étages, nombre de logements, ...).

8.2.2 Ajout ou suppression de sites – clause de réexamen

En cours d'exécution du marché, le CROUS Normandie se réserve le droit d'ajouter ou de supprimer des sites. Ces modifications seront formalisées sous forme d'un ordre de service.

La fixation des prix pour les sites ajoutés devra être en cohérence avec les prix établis pour des sites similaires. La suppression de site ne générera aucune indemnité au profit du titulaire. La modification du nombre de sites, à la hausse comme à la baisse, ne pourra conduire à une variation de plus de 25 % du montant total estimatif du marché pour la période concernée.

8.3 Déclenchement des prestations

Les prestations de traitement préventif obligatoires sont commandées chaque année par le service budgétaire du CROUS Normandie pour l'ensemble des sites, et facturé à chaque site.

Les prestations sont commandées par le Responsable de site ou son représentant, au fur et à mesure des besoins, par mail ou tout autre moyen permettant leur horodatage et régularisées par bon de commande.

En cas d'envoi par mail, le titulaire devra répondre au mail pour accuser réception de la commande.

Les prestations facturées au coût horaire, ou non chiffrées au bordereau de prix, font l'objet d'un devis préalable, à transmettre sous 2 jours ouvrés au Responsable de site ou à son représentant pour validation.

8.4 Délais d'intervention

8.4.1 Interventions préventives

La date d'intervention pour les prestations préventives est définie, d'un commun accord, entre le titulaire et le Responsable de site ou son représentant.

8.4.2 Interventions curatives

Les délais maximum d'exécution relatifs aux prestations curatives définis comme suit :

Type d'intervention curative	Délai maximum	Exception
Dératisation	Maxi 3 jours ouvrés	
Désinsectisation	Maxi 3 jours ouvrés	
Insectes volants	Maxi 3 jours ouvrés	24 h si danger
Désinfection	Maxi 5 jours	

8.5 Règles d'intervention sur site

8.5.1 Présentation sur site

Lors de leur intervention, tous les membres du personnel du titulaire devront être munis d'un dispositif d'identification de l'entreprise (tenue reconnaissable par exemple).

Ils devront impérativement se présenter au Responsable du site ou à son représentant au début et en fin de chaque intervention pour la signature du bon d'intervention.

Le titulaire veillera à ne pas gêner l'activité des services sur sites pendant les prestations.

Pour certains sites, les interventions se feront en présence d'un personnel du CROUS, notamment pour l'accès aux parties privatives (logements étudiants, appartements de fonction).

8.5.2. Sécurité des biens et des personnes

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de ses prestations, ainsi que la protection et la signalisation de ses interventions.

Le titulaire (ou sous-traitant) devra s'assurer :

- que l'ensemble de son personnel intervenant soit équipé en E.P.I (équipement en protection individuelle).
- que les procédures d'utilisation des produits soient strictement appliquées et respectées par le personnel.

Les dommages de toute nature causés par le titulaire aux personnes ou aux biens du pouvoir adjudicateur ou des occupants, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

8.6 Modalités techniques des prestations et produits employés

8.6.1 Produits

Les produits et dispositifs utilisés doivent être adaptés aux prestations à effectuer.

Les produits et dispositifs nécessaires à l'exécution des prestations sont à la charge du titulaire qui doit fournir au CROUS, avant toute exécution des prestations, la liste des produits proposés. Cette liste est accompagnée d'une notice détaillée précisant la composition des produits, et d'une fiche de données de sécurité.

Ces produits et dispositifs doivent être pourvus d'une signalétique lisible.

Les produits utilisés (solutions aqueuses, poudres, gels, laques, émulsions, etc.) doivent être homologués en France et obéir à la réglementation en vigueur au moment de l'intervention. Tout dommage causé par l'utilisation de(s) produit(s) non agréé(s) engage la responsabilité du titulaire.

Le titulaire garantit la qualité professionnelle de ses procédés et s'engage à n'utiliser que des produits dépourvus de tout danger à l'égard de l'homme et des animaux domestiques dans des conditions normales d'emploi.

Les fiches techniques des différents produits utilisés devront être fournies en appui des réponses données dans le cadre de réponse technique.

Par souci d'efficacité, le titulaire peut être amené à modifier d'année en année son protocole ou la formulation des produits employés afin d'éviter tout risque d'accoutumance. Le titulaire fournira la nouvelle fiche de sécurité et, dans l'hypothèse d'un nouveau protocole, le soumettra à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

8.6.2 Retrait des emballages et animaux morts

Tous les emballages des produits utilisés (aérosols, sachets, boîtes et autres, etc.) seront gardés par les intervenants puis évacués par le titulaire pour acheminement vers un centre de traitement agréé, suivant la réglementation en vigueur.

Les animaux morts (objets des traitements du titulaire) seront enlevés par ses soins et stockés pour acheminement vers un centre de traitement agréé.

8.7 Communication des informations aux occupants

Le CROUS se chargera d'obtenir l'accord de l'occupant pour pénétrer dans les logements et de transmettre toute information utile au bon déroulement des interventions du titulaire. Un agent du CROUS accompagnera le technicien lors de son intervention dans les parties privatives.

ARTICLE 9. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

9.1 Désinsectisation blattes

9.1.1 Traitements préventif

Il est demandé au titulaire deux passages obligatoires par an pour le traitement préventif des blattes sur l'ensemble des résidences du Crous Normandie.

Le titulaire est susceptible d'intervenir dans les différents locaux techniques, privatifs ou parties communes :

- des restaurants et cafétérias (salles à manger, cuisine et ses installations, réserves, vide-ordures, vide-sanitaire, locaux techniques, magasins, grilles d'égouts, bureaux, vestiaires, sanitaires,...).
- des résidences (**logements**, sanitaires, cuisines collectives, vide-sanitaire, ateliers, locaux techniques, colonnes, locaux administratifs, locaux communs, circulations en sous-sols)
- des services administratifs (bureaux, sanitaires, sous-sols)

Ces listes ne sont pas limitatives, **le titulaire traitera toute zone qu'il juge nécessaire à la réussite du traitement.**

Le titulaire choisira le mode de traitement (produits et modes d'application) qu'il juge le mieux adapté pour combattre efficacement et durablement les nuisibles (pose d'appâts, application de gel, pulvérisation). L'entreprise choisit son mode opératoire et les emplacements à traiter. **Le protocole utilisé est décrit dans le cadre de réponse technique.**

Le titulaire est tenu à une obligation de moyens.

Durée de garantie : La durée de garantie sera de 3 mois minimum. Le candidat pourra proposer une garantie plus longue. Durant la période de garantie, l'entreprise intervient autant de fois que nécessaire en cas de présence de nuisibles.

9.1.2 Traitement curatif

Le traitement curatif des blattes concerne un lieu ou un logement infesté.

Le titulaire précisera son protocole dans le cadre de réponse technique.
Cette prestation est globale et forfaitaire, main d'œuvre, produit et déplacements compris.

Durée de garantie : La durée de garantie sera de 2 mois minimum après la fin du traitement. Le candidat pourra proposer une garantie plus longue. Durant la période de garantie, l'entreprise intervient autant de fois que nécessaire en cas de réapparition des nuisibles.

9.2 Dératisation

Le titulaire doit intervenir dans les différents locaux :

- En résidence universitaire = sous-sols, gaines techniques, locaux techniques, locaux administratifs ainsi que tout local indiqué par le responsable du site, en cas d'infestation.
- Dans les restaurant et cafétérias= réserves, vide-ordures, vide sanitaire, locaux techniques, magasins, grille d'égouts, bureaux, vestiaires, ainsi que tout local indiqué par le responsable du site, en cas d'infestation.

La prévention et la destruction des nuisibles concernent les rongeurs suivants : souris, mulots, surmulots, rats...

Le titulaire appliquera la nouvelle réglementation (non permanent bending) interdisant l'appâtage permanent avec :

- La surveillance et la détection par installation d'appâts non toxiques ou de dispositifs de piégeage
- En cas de présence de rongeurs avérée, la mise en place de traitement curatif

9.2.1 Surveillance et détection

Le titulaire proposera un protocole de surveillance et de détection des rongeurs par installation d'appât non toxiques ou de dispositifs de piégeage avec un contrôle régulier et au minimum 1 fois par trimestre.

Ce protocole s'impose à l'ensemble des restaurants universitaires. Pour les autres structure de restauration et d'hébergement, la commande de la prestation se fera à la demande du directeur de site.

9.2.2 Traitement curatif

En cas de présence de rongeurs, un traitement curatif sera mis en place sur une période maximale de 35 jours conformément à la réglementation.

Les produits rodenticides pourront être utilisés. Ils seront conditionnés dans des dispositifs étanches, sécurisés et identifiés. Les postes seront inspectés tous les 2 à 3 jours pour les souris ou 5 à 7 jours pour les rats après le début du traitement, puis au moins une fois par semaine par la suite sur une période de 35 jours. En cas de persistance de l'infestation au-delà de cette période, il conviendra d'en déterminer

les causes. Le traitement pourra être poursuivi avec un contrôle hebdomadaire des appâts.

En cas de suspicion de résistance au traitement initial, un produit plus puissant, anticoagulant ou non anticoagulant, pourra être utilisé. Au terme de la période de traitement, les appâts devront être retirés et éliminés dans un circuit de collecte approprié.

9.3 Autres prestations curatives

9.3.1 Traitement pour divers insectes

Ce sont des interventions spécifiques dans un logement, partie commune, local, zone définie en restauration.

Le délai d'intervention est de 3 jours ouvrés maximum après réception de la demande.

La liste non exhaustive des insectes susceptibles d'être traités est la suivante :

- Puces
- Fourmis de quelque nature que ce soit
- Autres insectes (mites, poissons d'argent, autres)

Pour ces prestations, le titulaire s'engage à procéder à un traitement curatif ou de choc.

La prestation comprend le déplacement, le diagnostic, la main-d'œuvre et les produits.

Durée de garantie : La durée de garantie sera de 1 mois minimum après la fin du traitement. Le candidat pourra proposer une garantie plus longue. Durant la période de garantie, l'entreprise intervient autant de fois que nécessaire en cas de réapparition des nuisibles.

9.3.2 Elimination des nids d'insectes volants (abeilles, guêpes, frelons, autres)

Le titulaire décrira son protocole dans son offre (cadre de réponse technique).

Pour ces prestations, le titulaire s'engage à procéder à un traitement curatif ou de choc.

En cas de risques pour les personnes, le titulaire s'engage à intervenir sous 24 heures.

La prestation comprend le déplacement, le diagnostic, la main-d'œuvre et les produits avec deux cas de figure :

- Hauteur du nid supérieure à 3 mètres
- Hauteur du nid inférieure à 3 mètres

Si besoin, l'utilisation d'une nacelle fera l'objet d'un complément de prix sur devis.

9.4 Traitement des punaises de lits

9.4.1 Programmation et préparation des interventions

Le titulaire fournira, à la remise de son offre, un protocole de préparation du logement avant intervention.

Dès réception d'une demande d'intervention, il communiquera les dates et heures possibles pour les différentes interventions nécessaires au traitement au Responsable du site ou à son représentant qui préviendra le résident.

Les interventions seront réalisées de préférence le matin afin de permettre la réintégration du logement par le (la) locataire au plus vite, **le relogement du résident dans une autre chambre n'étant pas toujours possible.**

De manière générale, le logement ne peut pas être vidé de tous ses meubles et équipements, ni de la totalité des effets personnels de l'étudiant. Le protocole de préparation du logement tiendra compte de ces contraintes. Il est également précisé que les matelas ne peuvent être systématiquement jetés, cette décision pourrait néanmoins s'appliquer dans des cas extrêmes d'infestation.

9.4.2 Protocoles de traitement

Le candidat répondra sur un traitement complet de la zone à traiter.

Le titulaire utilisera les produits et les méthodes qui lui paraissent les plus adaptés au niveau d'infestation et appliquera les protocoles de traitement proposés dans son offre (cadre de réponse technique) :

- Protocole N°1 :

Vapeur sèche (ou traitement à froid), aspiration, traitement chimique et étanchéité. Il est demandé au titulaire d'assurer une étanchéité des plinthes et autres interstices.

- Protocole N°2 (étanchéité déjà réalisée dans le logement ou à réaliser par les agents CROUS) :

Vapeur sèche (ou traitement à froid), aspiration, traitement chimique. Ce protocole s'applique si l'étanchéité des plinthes a déjà été réalisée ou va être réalisée par le prestataire ou par l'équipe technique du CROUS.

- Protocole N°3 détection canine :

En cas de doute sur la présence de punaises, ou à posteriori du traitement pour en vérifier l'efficacité le directeur de site pourra commander cette prestation. Le prestataire détaille la mise en œuvre sur site de la détection canine. Pour ce protocole le prestataire doit prouver les qualifications nécessaires concernant l'animal.

- Protocole N°4 traitement chimique complémentaire :

Le prestataire propose un traitement chimique complémentaire à une intervention protocole 1, 2 ou 5 pour les sites du CROUS Normandie.

- Protocole N°5 variante proposée par le prestataire :

Le prestataire propose un protocole qui lui semble intéressante pour les sites du CROUS Normandie.

Le titulaire procèdera systématiquement à une inspection des parties communes et des logements adjacents au logement infecté, quelque soit le niveau d'infestation.

Le titulaire traitera également toute zone complémentaire qu'il juge nécessaire à la réussite du traitement.

A la fin de chaque intervention, le titulaire fera signer un bon de passage et devra consigner les dates de traitement, la méthode et les produits utilisés, le respect du protocole par le résident et tout élément qu'il jugera utile de signaler concernant l'intervention.

Durée de garantie : le titulaire est tenu par l'obligation de garantie définie dans son offre. A défaut, elle s'applique pendant 21 jours après la fin du traitement et/ou du protocole.

9.4.3 Autres prestations

Le titulaire indiquera, dans le cadre de réponse technique, les autres solutions de traitement ou de détection qu'il est susceptible de proposer, au cas par cas, comme par exemple:

- Pièges (Monitoring, leurres actifs)
- Traitement à la terre de diatomée
- Traitement insecticide
- Traitement thermique avec groupe électrogène si nécessaire
- Autres technologies, matériels de traitement possible
- Session de formation du personnel pour la gestion des punaises de lits notamment

Ces prestations feront l'objet d'un devis avant commande.

9.5 Désinfection

La désinfection des logements ou locaux s'effectuera par pulvérisation de produits avec des matériels adaptés permettant d'éradiquer les bactéries, virus et germes. La prestation comprend le déplacement, le diagnostic, la main-d'œuvre et les produits. Les délais maximum d'intervention est de 5 jours ouvrés maximum après réception de la demande (logements) ou après validation du devis (autres locaux).

9.6 Vérification et admission des prestations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater qu'elles répondent aux exigences du marché et notamment aux protocoles de traitement définis dans l'offre du candidat.

Conformément à l'article 23.2 du CCAG/FCS le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours pour procéder à ces vérifications. À l'issue de ces vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission ou le rejet des prestations.

ARTICLE 10 : GARANTIE

Le titulaire est soumis à une obligation de moyens pour l'exécution du marché.
En cas d'infestation, le titulaire devra être en mesure d'éradiquer les nuisibles en trois passages maximum dans un même lieu.
Au-delà, une pénalité pourrait lui être appliquée pour défaut de moyens. (Qualité produit insuffisante, protocole inadapté, durée d'intervention, compétence du technicien,).

ARTICLE 11 : SUIVI DU MARCHE

11.1 Rapports d'intervention

A l'issue de chaque intervention, un rapport ou fiche d'intervention doit être remis au Directeur de site ou son représentant avec les mentions minimales suivantes :

- nom du titulaire du marché et adresse
- date d'intervention
- référence du bon de commande pour les prestations ponctuelles
- numéro de marché
- détail de la prestation exécutée : type et importance de l'infestation, type de nuisible, produits et techniques utilisés, locaux concernés.

De plus, pour les sites de restauration, un classeur « HACCP » sera remis sur chaque site avec :

- la présentation du prestataire (numéro d'agrément, numéro de téléphone portable du technicien intervenant sur le site).
- un plan de repérage : chaque appât placé dans les locaux traités sera numéroté et repéré sur plan.
- les fiches techniques des produits utilisés précisant leur numéro d'homologation, les risques et les conseils de sécurité.

11.2 Démarrage du marché

Une réunion de mise en place du marché sera faite avec chaque titulaire avant le démarrage des prestations.

11.3 Bilan annuel

Le pouvoir adjudicateur pourra convoquer le titulaire dans le cadre d'un rendez-vous afin de réaliser un état des lieux de l'activité liée à l'accord-cadre. L'objectif de ces réunions est de permettre un suivi régulier de l'exécution du marché et de la qualité des prestations réalisées. A cette occasion, le titulaire transmettra au Service Achats un bilan annuel des prestations réalisées.

ARTICLE 12 : PRIX ET REGLEMENT

12.1 Consistance et forme des prix

- Les prestations font l'objet d'une commande et sont rémunérées par application des prix unitaires fixés au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

- Les prestations non listées au bordereau de prix ou chiffrées au coût horaire font l'objet d'un devis validé par le responsable du site avant toute intervention

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses liées à la main-d'œuvre, la fourniture du matériel, les produits utilisés et fournitures nécessaires à la réalisation des prestations, les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que toutes les obligations découlant de l'exécution de l'accord cadre y compris le déplacement et les rapports d'intervention.

Par conséquent, aucun supplément de prix, sauf s'il a été indiqué expressément dans l'offre ne sera accepté par le pouvoir adjudicateur.

Pour être pris en compte, il devra obligatoirement figurer dans l'annexe financière.

- Les prix seront exprimés avec 2 chiffres après la virgule maximum.
- Les prix sont fermes la première année, révisables selon les règles énoncées au paragraphe 12.2.

Le taux de TVA réduit (10%) s'applique aux sites d'hébergement de plus de deux ans.

12.2 Révision des prix

En cas de reconduction, les prix sont révisables, à chaque date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P = P0 (0,20 + 0,80 \frac{ICHTrév-Mn}{ICHTrév-Mo})$$

Dans laquelle :

P= prix unitaire HT révisé

P0 = prix unitaire HT initial de l'offre

ICHTrév-Mo= Indice du coût horaire de travail –Activités spécialisées scientifiques et techniques (base 100 en décembre 2008) en vigueur le mois précédent la date limite de remise des offres. Identifiant 001565195.

ICHTrév-Mn= Indice du coût horaire de travail –Activités spécialisées scientifiques et techniques (base 100 en décembre 2008) en vigueur le mois précédent la date anniversaire de remise des offres. Identifiant 001565195

Dans l'hypothèse d'une nouvelle tarification, le titulaire s'engage à envoyer au pouvoir adjudicateur, le calcul détaillé de la révision de prix et les justificatifs de publication des indices par courrier recommandé au minimum un mois avant la date anniversaire du marché.

Clause de sauvegarde :

Si après application de la formule de révision, les nouveaux prix faisaient apparaître un écart de plus de 3% par rapport aux prix initiaux, les deux parties se

rapprocheraient pour décider ensemble de l'application ou non des nouveaux tarifs. Si aucun accord n'était trouvé sur le prix, chaque partie aurait alors la possibilité de résilier la partie du marché restant à exécuter. Si toutefois cette décision était prise, elle devrait être officialisée par lettre recommandée et un délai incompressible de trois mois serait respecté avant la cessation effective du marché, délai pendant lequel la prestation continuerait aux prix initiaux.

12.3 Paiement – règlement des factures

Les prestations sont réglées après constatation du service fait.

Le mode de règlement est le virement par mandat administratif à 30 jours après émission de la facture. Les factures sont établies par site, et libellées à l'adresse de facturation correspondante, précisée dans l'annexe 2 « liste des sites ».

Chaque facture, établie en un seul original, porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom, Siret et adresse du créancier
- Numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Numéro du marché et du bon de commande
- Numéro de facture
- Quantité et désignation des prestations
- Montant hors taxes de la prestation
- Taux et montant de la TVA
- Montant TTC
- Date de facturation

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent Comptable du CROUS Normandie.

Les factures seront obligatoirement dématérialisées et déposées sur le site Chorus Portail Pro. Le dépôt s'effectue à l'aide du Siret du CROUS Normandie (130 024 425 00014) et des codes services par site précisés dans l'annexe 2.

ARTICLE 13 : LANGUE

Tous les documents, notices, modes d'emploi, correspondances, fiches techniques doivent être rédigés en français.

ARTICLE 14 : ASSURANCE

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 15 : PENALITES

15.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les exigences contractuelles du marché ne sont pas respectées par le fait du titulaire, celui-ci encourt des pénalités sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités est défini comme suit :

Non-respect du délai d'intervention	20€ par jour ouvré de retard
Non-respect du protocole	50€ par manquement constaté
Pénalités pour insuffisance de moyens selon article 10	50€ par défaut de résultat après 3 passages

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant. Elles sont cumulables et déductibles des factures à venir.

15.2 Exécution par défaut

En cas de non-exécution ou d'exécution incomplète des prestations, la Directrice générale du CROUS Normandie pourra, 7 jours après une mise en demeure faite par lettre recommandée au titulaire, faire appel au concours d'un autre prestataire de services. Au cas où il en résulte une différence de prix au détriment de l'administration, cette différence est mise de plein droit à la charge du titulaire du marché, et imputée d'office sur le montant du prochain paiement effectué à son profit.

ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation de plein droit peut intervenir dans les conditions prévues par le chapitre 6 du CCAG-FCS : au cas où le CROUS constaterait que le titulaire n'exécute pas le marché tel qu'il est prescrit par le CCP et qu'il ne donne pas suite aux remarques ou aux mises en demeure qui lui sont adressées pour remédier à la situation, il pourra être mis un terme au marché, sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 17 : LITIGES

En cas de litige, et à défaut d'avoir trouvé une entente amiable, seul le Tribunal Administratif de Rouen est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76100 Rouen
Email : greffe.ta@juradmin.fr
Téléphone : 02.35.58.35.00

ARTICLE 18 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG par l'article 15.1 du CCP.